

4^{ème} manifestation contre les violences policières : La répression n'est jamais la solution !

Injures, racisme, contrôles au faciès, harcèlement, violences et abus de pouvoir : les exactions commises par la police sont toujours une réalité et particulièrement pour les immigrés, leurs enfants, les jeunes et les pauvres. Les plaintes des citoyens auprès du Comité P se multiplient. La Belgique est pointée du doigt depuis plusieurs années par la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ou des agences de l'ONU pour la situation des violences et abus policiers. Pourtant rien ne change et, au vu du programme sécuritaire du gouvernement Michel, on peut même craindre que cela empire !

Notre gouvernement affirme vouloir renforcer la lutte contre les violences subies par les policiers. Vu les situations inacceptables que vit la population, nous dénonçons qu'aucune mesure ne soit prise pour contrer l'impunité des policiers qui commettent des violences et des abus contre la population. C'est le *deux poids deux mesures*.

C'est notamment au ministre de l'Intérieur et aux bourgmestres de cadrer et contrôler les policiers qui sont sous leur commandement. Or, ces derniers utilisent les forces de police pour contrer la contestation sociale souvent de manière violente et disproportionnée. Ainsi, le 15 mai 2014, lors d'une manifestation pacifique contre le traité transatlantique, avec l'arrestation arbitraire et illégale de plus de 300 militants qui obéissaient pourtant aux injonctions de la police.

Le gouvernement Michel mène des attaques très agressives contre nos droits sociaux. Lorsqu'on attaque les salaires, le chômage, les pensions ou les soins de santé des gens, ceux-ci se mobilisent. Pour les stopper, le gouvernement ajoute à son programme antisocial un programme ultra-répressif. Il souhaite notamment procéder à des arrestations préventives et fait descendre l'armée dans la rue. La dérive sécuritaire de notre gouvernement, souvent au nom de la « lutte contre le radicalisme », est non seulement inefficace mais surtout met en danger les libertés fondamentales qui devraient être garanties à *tous*. Si nous voulons lutter contre « la violence dans la société » nous devons lutter contre ce qui la nourrit : les inégalités sociales et le racisme.

La présence de racistes sympathisants d'extrême-droite au sein du gouvernement, à commencer par le ministre de l'Intérieur lui-même, se traduit par des mesures racistes comme pouvoir entrer sans mandat à tout moment chez des personnes sans papier (ou chez des personnes suspectées de les héberger) et les expulser du pays sous prétexte qu'ils sont nés ailleurs ou encore retirer leur nationalité belge à des jeunes qui sont pourtant nés en Belgique et y ont fait toute leur vie. Face à la situation sociale qui se détériore et le discours, la police multiplie les contrôles au faciès et les attitudes racistes. On en a encore eu un exemple avec les commentaires racistes faits par des policiers à propos de ce jeune homme qui a du être amputé de la jambe après avoir été percuté par une voiture de police alors qu'il fuyait un contrôle.

Les différents gouvernements d'Europe utilisent et sèment la peur pour justifier la surveillance généralisée et la limitation toujours plus importante des libertés du peuple. Les gouvernements européens seraient en train de préparer un Patriot Act européen. Nous entrons dans une société où tous le monde est considéré comme un potentiel « terroriste » et dans laquelle si l'on n'a « rien à se reprocher » on doit accepter de perdre petit à petit notre vie privée et nos libertés. Pourtant, cette vision politique appliquée un peu partout depuis 2001, n'a pas « sécurisé » ou diminué le niveau de violence dans la société, que du contraire.

Nous nous élevons contre le climat d'insécurité que font régner nos dirigeants sur le peuple, notamment par le biais de la police. Nous invitons donc chaque individu et toutes les organisations, à manifester contre la politique liberticide du gouvernement, la criminalisation des mouvements sociaux et les violences policières. Rendez vous lors de la **4^{ème} manifestation du 15 mars, à l'occasion de la journée internationale contre les violences policières.**

De Ferguson à Athènes, de Mexico à Bruxelles, mobilisons-nous et organisons-nous !